Compte rendu

Séminaire sur l'économie sociale et les initiatives en sécurité et souveraineté alimentaire au Québec

Avril 2016

Préparé par
Sandrine Ducruc, M. Sc.

Table des matières

1. Contexte du séminaire 4
2. Synthèse des enjeux (selon les résultats du sondage) 5
   2.1 Le profil des répondants 5
   2.2 Les secteurs d'activité représentés 6
   2.3 Les défis vécus par les organisations 6
3. Quelques définitions utiles : sécurité alimentaire, souveraineté alimentaire, sécurisation alimentaire 9
4. Compte rendu de la première période d'échange avec les participants 10
5. Les synthèses de l'avant-midi 14
   5.1 Juan-Luis Klein du CRISES 14
   5.2 François Vermette du Chantier de l'économie sociale 15
   5.3 Diana Bronson du Réseau pour une alimentation durable 15
6. Compte rendu de l'atelier sur les perspectives de collaborations futures 16
7. Résultats de l'évaluation du séminaire 21
8. Constats et faits saillants du séminaire 24

Annexe A : Liste des participants inscrits au séminaire 25

Liste des figures et tableaux

Figure 1 : Répartition des types d'organisation qui ont répondu au sondage 5
Figure 2 : Répartition des différents secteurs d'activité représentés par les participants. 6
Figure 3 : La répartition des enjeux rencontrés par les organisations 8

Tableau 1 : Les défis vécus par les organisations 6
Tableau 2 : Les bons coups réalisés par les organisations 7
Tableau 3 : Les enjeux rencontrés par les organisations 8
Tableau 4 : Résumé des propos échangés lors de la première période de discussion en groupe 11
Tableau 5 : Compte rendu des discussions lors de l'atelier sur les perspectives et collaborations futures. 18
Tableau 6 : Résultats du questionnaire d'évaluation 21

1. CONTEXTE DU SÉMINAIRE

Au Québec, depuis quelques années, un nombre de plus en plus grand d'initiatives en sécurité alimentaire sont dénombrées : produire, transformer et distribuer des denrées alimentaires de qualité permettant à l'ensemble de la population d'avoir accès à une alimentation saine et à de petits producteurs d'écouler leur production. Une grande part de ces initiatives a développé un volet d'entrepreneuriat collectif. Intégrées les unes aux autres, ces initiatives en viennent parfois à bâtir des systèmes alimentaires territorialisés : ces initiatives interagissent, au point de reconstituer des éléments de circuits économiques de proximité. La filière des fruits et légumes frais en est un exemple formant un véritable réseau de mise en marché alternatif au Québec, illustrant le fort potentiel de développement de ces actions et leur capacité à répondre à des besoins actuellement non comblés.

Cependant, ces initiatives restent parfois isolées, les meilleures pratiques des uns restant peu connues des autres. En outre, la pérennisation des initiatives collectives est freinée par plusieurs éléments, dont des problèmes financiers : le cycle de financement dans le secteur de la santé publique prend fin d'ici 2017, la réforme des instances de développement régional a fait disparaître plusieurs sources de financement et l'accès à des produits d'investissement adaptés reste trop faible. Plusieurs acteurs et réseaux s'interrogent aujourd'hui sur les conditions à mettre en place pour assurer la pérennisation et le développement des initiatives actuelles.

Dans ce contexte, le séminaire se voulait une première rencontre, dans une démarche de plus long terme, dont les objectifs étaient de :

1- Dresser un état des lieux des initiatives existantes au Québec, à partir des portraits partiels réalisés à ce jour, et d'un sondage;
2- Permettre aux différents réseaux de se rencontrer et d'échanger sur leurs besoins et leurs perspectives;
3- Cerner les besoins de financement des entreprises collectives émergentes;
4- Définir les perspectives d'une collaboration à plus long terme.

Description du déroulement du séminaire

Afin de répondre aux objectifs poursuivis par le séminaire et de construire une réflexion participative avec les connaissances des individus invités à cette journée, les organisateurs ont décliné le programme de la journée comme suit :

9h30 Mot de bienvenue, mise en contexte de la démarche et objectifs de la journée

9h45 Présentation synthèse des enjeux, défis et bons coups identifiés dans le sondage envoyé aux participants. Quelques définitions utiles.

10h15 Plénière : Quelles sont vos réactions face à ces enjeux?

11h30 Synthèse de l'avant-midi par
- Juan-Luis Klein du Centre de recherches sur les innovations sociales (CRISES)
- François Vermette du Chantier de l'économie sociale (CÉS)
- Diana Bronson du Réseau pour une alimentation durable (RAD)

13h15 Présentations de deux initiatives en sécurité alimentaire, suivis d'une période de questions et d'échange :

- En milieu rural, la MRC d'Argenteuil (Jonathan Palardy et Billy Morin)
- En milieu urbain, Parole d'excluEs (Patrice Rodriguez)

14h30 Ateliers sur les perspectives et les collaborations : Face aux enjeux et défis identifiés et aux discussions de la journée, quelles suites voyez-vous à ce séminaire?

15h30 Présentation de la synthèse des ateliers. Période d'échange.

16h00 Synthèse de la journée par Mélanie Doyon

16h10 Mot de la fin par Simon Dugré et Vincent van Schendel

2. SYNTHÈSE DES ENJEUX (SELON LES RÉSULTATS DU SONDAGE)

Avant la tenue du séminaire, un sondage a été envoyé aux participants. Il a permis d'identifier le profil des organisations présentes à l'événement et leur secteur d'activité ainsi que de mieux cerner leurs défis et leurs enjeux vécus au quotidien. Les résultats du sondage ont également mis en évidence les bons coups des organisations en termes de projets de sécurité alimentaire. Les sections suivantes présentent les résultats détaillés du sondage.

2.1 Le profil des répondants

Une grande diversité d'organisation a répondu au sondage. Sur un total de 36 répondants, 16 proviennent de regroupements, de réseaux ou d'organismes de concertation soit du niveau local, national ou régional. Une dizaine d'organisations sont issues du domaine communautaire (OC) et œuvrent directement dans des projets de sécurité alimentaire ou des entreprises d'économie sociale (EÉS). De leur côté, les représentants des institutions d'enseignement supérieur, de la recherche et du transfert ainsi que ceux du financement solidaire étaient respectivement quatre à y avoir répondu. Enfin, une municipalité et un organisme gouvernemental y ont participé (figure 1).

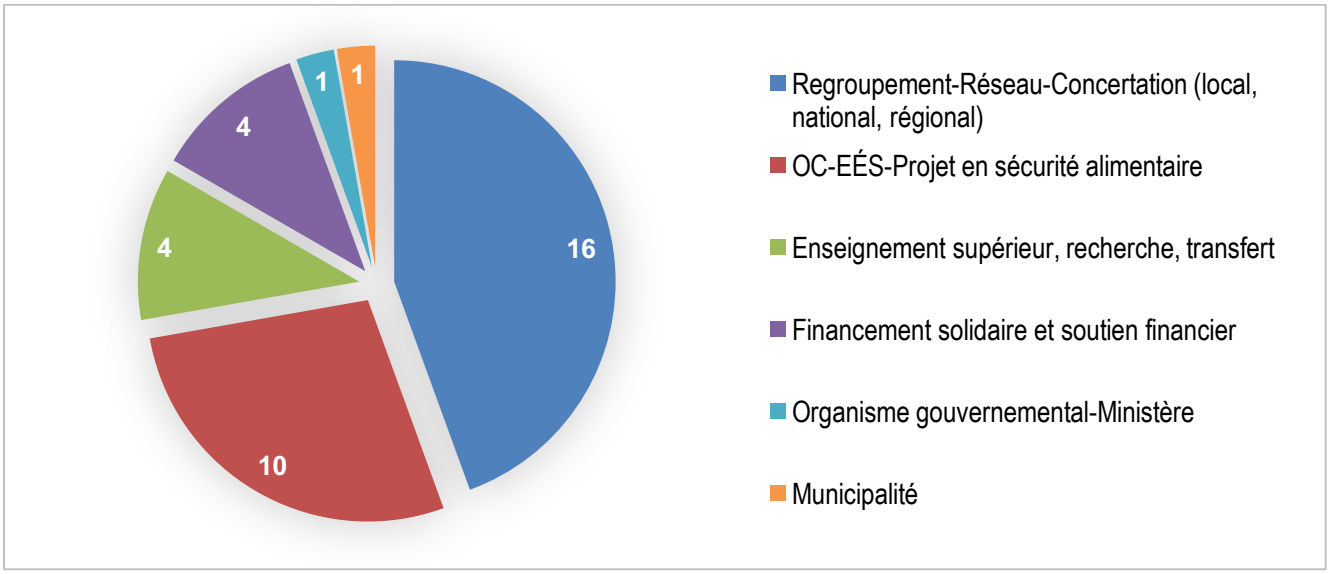

Figure 1 : Répartition des types d'organisation qui ont répondu au sondage

2.2 Les secteurs d'activité représentés

Ensemble, les 36 répondants du sondage regroupent plus de sept secteurs d'activité différents. Le plus représenté est celui de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, suivi respectivement de l'économie sociale, des finances, de la recherche, du milieu municipal et des ministères. Puis, le groupe «autres» englobe des personnes provenant du milieu communautaire, d'insertion sociale et de l'emploi, de l'éducation, de la mobilisation citoyenne, de l'agroalimentaire et de la concertation locale et régionale (figure 2).

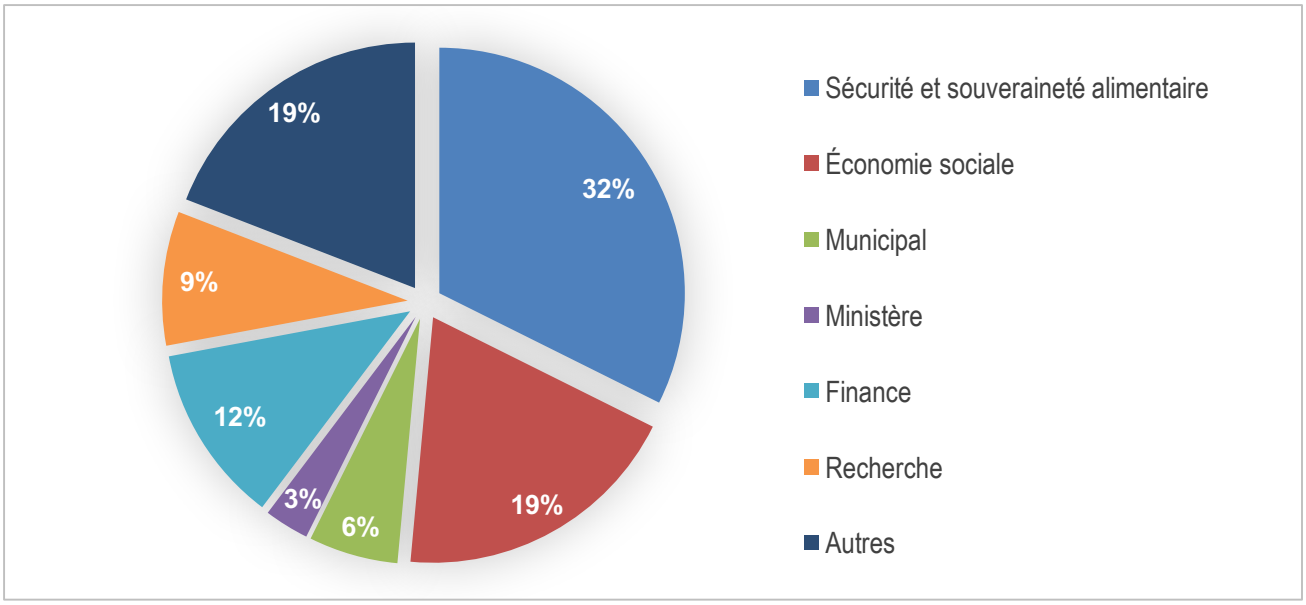

Figure 2 : Répartition des différents secteurs d'activité représentés par les participants.

2.3 Les défis vécus par les organisations

Le sondage a permis d'identifier cinq différents types de défis vécus par les organisations. Il s'agit de défis en lien avec 1) la concertation; 2) le financement; 3) l'accompagnement et le transfert; 4) les activités opérationnelles et organisationnelles et 5) le positionnement conceptuel de la sécurité alimentaire. Le détail des défis est présenté dans le tableau 1.

Tableau 1 : Les défis vécus par les organisations

A) Concertation en sécurité alimentaire :

- Manque de concertation au niveau local, régional, national
- Besoin d'un meilleur maillage, plus de synergie entre les acteurs
- Contexte de changement dans les structures (coupures, disparition d'organisations) qui mène à la disparition de lieux de concertation nécessaires à l'arrimage des missions, services et besoins
- Manque de vision commune pour arrimer les actions vers les besoins

B) Financement :

- Nécessité de soutenir davantage la pérennité des projets, des activités et des organisations
- Manque de financement pour démarrer de nouveaux projets
- Programmes de financement en ACA nuisent au développement des revenus autonomes
- Manque de capitalisation
- Nécessité d'adapter le financement aux réalités des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires

C) Accompagnement et transfert :

- Évaluer le potentiel d'impact
- Encadrer les promoteurs de projets
- Développer des outils et un nouveau modèle pour transférer l'expertise
- Développer des compétences en gestion, en promotion et en marketing

D) Opérationnel-Organisationnel

- Assurer la pérennisation des marchés de niche
- Distribuer/approvisionneer (qualité, quantité, prix)/Gérer les dons de denrées
- Obtenir des prix accessibles
- Ajuster la gestion du transport (délai, distance, coût) au monde rural
- Maintenir la participation de bénévoles et l'engagement des communautés et des élus

E) Conceptuel

- Positionner l'économie sociale comme un levier complémentaire à la sécurité alimentaire
- La sécurité alimentaire est une responsabilité partagée par tous (décideurs, producteurs, organismes communautaires, milieu scolaire)
- Distinguer les définitions de : sécurité-souveraineté alimentaire/gaspillage alimentaire/aide alimentaire.

2.4 Les bons coups réalisés par les organisations

Le sondage a fait ressortir trois catégories distinctes de bons coups réalisés par les organisations. Ces exemples de réussite sont en lien avec 1) le financement et les programmes d'aide; 2) les projets collectifs; 3) la concertation et le réseautage (tableau 2).

Tableau 2 : Les bons coups réalisés par les organisations

A) Financement et programmes d'aide

- Projets issus du PAGSIS (Plan action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale)
- Plateforme de dons pour les banques alimentaires
- Programmes de dons : lait, légumes
- Majoration de crédit impôt pour les producteurs maraîchers
- Création de coopératives (marché public, commercialisation de proximité, etc.)

B) Projets collectifs

- Cuisinière volante dans les organisations : atelier de cuisine développant l'habileté et les connaissances des participants
- Soutien et aide à la croissance et consolidation de producteurs agricoles
- Frigo Légumes
- Jardins solidaires/Agriculture communautaire
- 40 000 jeunes qui jardinent via le programme de *Croquarium*
- Escouade anti-gaspillage

C) Concertation et réseautage

- Rencontres régionales de réseautage entre les organisations
- Mise en place de la Table de concertation
- Répertoire des ressources et des besoins/Cartographie électronique des ressources/Schéma de distribution alimentaire

2.5 Les enjeux rencontrés par les organisations

Enfin, les résultats du sondage mettent en évidence cinq enjeux prioritaires rencontrés par les organisations porteuses d'initiatives en sécurisation alimentaire, à savoir, en ordre de priorité, 1) le financement à 76 % ; 2) la mobilisation et la concertation à 55 % ; 3) les ressources humaines à 15 % ; 4) l'approvisionnement et la distribution également à 15 % ainsi que 5) le transfert de connaissances à 9 % (figure 3). Le détail des cinq enjeux est présenté dans le tableau 3.

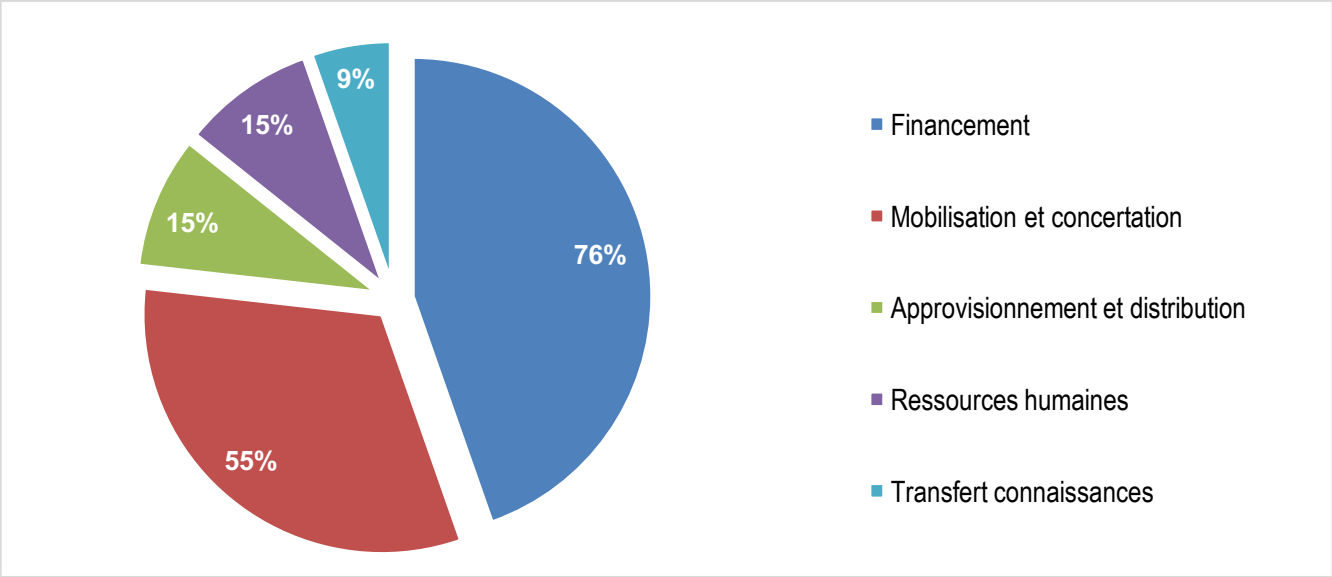

Figure 3 : La répartition des enjeux rencontrés par les organisations

Tableau 3 : Les enjeux rencontrés par les organisations

A) Financement
- Récurrence du financement
- Ressources financières limitées
- Autonomie financière des initiatives et des projets
- Financer la concertation
- Établir et maintenir un équilibre entre subvention, capitalisation, revenus autonomes

B) Mobilisation et concertation
- Concerne plusieurs acteurs : santé-services sociaux, producteurs agricoles, distributeurs, élus, aménagement du territoire, etc.
- Partenariat entre les organisations de sécurité alimentaire

C) Ressources humaines
- Manque de ressources humaines
- Difficultés à maintenir les emplois ($)
- Besoin de ressources humaines pour animer et coordonner les rencontres de concertation

D) Transfert de connaissances
- Évaluation d'impact
- Développer des compétences en développement et gestion de projet
- Partager les expériences

E) Approvisionnement et distribution

- Connaître la provenance des aliments
- Assurer la qualité, la quantité et la diversité des aliments
- Le coût des aliments
- L'accessibilité des aliments

3. QUELQUES DÉFINITIONS UTILES : SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, SÉCURISATION ALIMENTAIRE

Présentation par Mélanie Doyon

Question de droit

Déclaration universelle des droits de l'homme - Article 25

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; »

Sécurité alimentaire : une définition en évolution

1. Satisfaction des besoins énergétiques : les disponibilités physiques et caloriques de productions alimentaires de base et sur la capacité des États à les accroître durablement pour faire face à la croissance démographique.
2. Satisfaction de conditions sanitaires et nutritionnelles, mais aussi des préférences alimentaires.

FAO :

« Lorsque toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 1996, cité par Pouch, 2010: 177)[1].

Équiterre :

La sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité et à l'accessibilité des aliments de qualité et en quantité suffisante pour une population donnée. Ces aliments doivent être sains, nutritifs et variés, et doivent refléter la diversité culturelle et sociale des citoyens. La sécurité alimentaire implique aussi que les collectivités doivent non seulement développer les aptitudes requises pour bien s'alimenter, mais également être en mesure d'obtenir l'information leur permettant de faire des choix éclairés. (Équiterre, http://www.equiterre.org/fiche/securite-et-souverainete-alimentaires)

Consensus mondial depuis le Sommet mondial de l'alimentation (1996, Rome) :

<u>4 dimensions « objectives » (FAO)</u>

- La disponibilité physique des aliments (offre)
- L'accès économique et physique des aliments (moyens)
- L'utilisation des aliments (qualité)
- La stabilité des trois autres dimensions dans le temps

[1] Pouch, Thierry. 2010. *La guerre des terres; stratégies agricoles et mondialisation*, Choiseul, 250 p.

3 dimensions « discutées » (Touzard et Temple, 2012)[2] :

- Inégalités sociales : reproduction et acceptation
- Préférences alimentaires associées aux cultures et aux religions
- La dimension politique : renvoie à la souveraineté alimentaire.

Souveraineté alimentaire :
« Le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires » (La Via Campesina, 1996).

« Garantir un droit à la population, celui d'une nourriture produite de façon endogène, ce droit à la nourriture étant la satisfaction d'un besoin fondamental de l'être humain, non seulement sous l'angle quantitatif, mais aussi sous l'angle sanitaire et nutritionnel » (Pouch, 2010: 176).

Équiterre[3] :
La souveraineté alimentaire est un concept qui s'adresse aux États et vise à privilégier l'alimentation de la population nationale. Elle permet à chaque État d'être responsable de son alimentation et de définir sa politique alimentaire en tenant compte de ses propres spécificités sociales et culturelles. Elle protège aussi l'agriculture intérieure contre les importations à des prix inférieurs aux coûts de la production locale. La souveraineté alimentaire est un moyen d'assurer la sécurité alimentaire des peuples. (Équiterre, http://www.equiterre.org/fiche/securite-et-souverainete-alimentaires)

Sécurisation alimentaire : **un concept en émergence**
« Processus qui permettent une meilleure gestion des conditions d'approvisionnement en biens alimentaires des consommateurs » (Hubert et Clément, 2006)[4].

Deux approches, à deux échelles différentes:

- L'investissement et la gestion politiques des facteurs qui influencent et stabilisent la production agricole vivrière, les échanges alimentaires et les conditions d'approvisionnement.
- L'analyse et l'accompagnement des stratégies d'individus, de groupes pour améliorer leur alimentation dans différents contextes locaux.

4. COMPTE RENDU DE LA PREMIÈRE PÉRIODE D'ÉCHANGE AVEC LES PARTICIPANTS

La première période d'échange en grand groupe consistait à donner la parole aux participants pour recueillir leurs témoignages et leurs réactions face à la présentation des résultats du sondage. Le tableau 4 présente un résumé des propos échangés lors de cette période de discussion collective.

[2] Touzard Jean-Marc et Ludovic Temple. 2012. « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de la littérature », *Cahier Agriculture*, 21 : 293-301. DOI: 10.1684/agr.2012.0577

[3] Équiterre. 2011. Sécurité et souveraineté alimentaires, http://www.equiterre.org/fiche/securite-et-souverainete-alimentaires (page consultée le 17 février 2016).

[4] Hubert, Bernard et Olivier Clément. 2006. *Le monde peut-il nourrir tout le monde? Sécuriser l'alimentation de la planète*, Versailles : éditions Quae.

Tableau 4 : Résumé des propos échangés lors de la première période de discussion en groupe

ORGANISATION	DESCRIPTION DE L'ORGANISATION	ENJEUX RENCONTRÉS	BESOINS EXPRIMÉS
Centre d'écoinitiatives populaires (CÉPOP) de Magog	En partenariat avec le Centre d'éducation des adultes des Sommets, le CÉPOP encadre une formation sur le plateau de travail des Ateliers de la terre à l'assiette. Ce plateau de travail en culture maraîchère et transformation alimentaire vise à accompagner des personnes aux prises avec des difficultés relatives à l'employabilité ou psychosociales dans la réalisation de leur plein potentiel.	– **Le financement de base et récurrent**. Le centre a mis sur pied des serres et a développé un volet d'économie sociale, mais cela ne suffit pas à financer la mobilisation et le temps que ça exige. – **Le programme de récupération des viandes** qui s'en vient, ils ne savent pas comment le prendre. – **La main-d'œuvre** : difficile de la garder dans leurs rangs, les changements sont nombreux chez les intervenants. Souvent seul à coordonner des projets.	– Besoin de **formation spécialisée**, partage d'expertise, se sentir intégré dans un réseau, besoin de reconnaissance et de valorisation – Besoin **d'espaces de congélation et de réfrigération centralisé**es pour transformer de grandes quantités d'aliments
La Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais	Leur mission est de promouvoir le droit à la sécurité alimentaire par le soutien aux organismes membres dans la mise en œuvre de programmes efficaces d'aide et d'entraide alimentaires dans la perspective du développement social pour contrer la faim. Ils ont un projet nommé *l'escouade contre le gaspillage alimentaire en Outaouais* avec 36 organismes et 115 bénévoles. Le but du projet est de récupérer les légumes non utilisés dans les champs. Avec ce projet, ils ont récupéré 25 tonnes.		– Ils veulent transformer les aliments pour diminuer leur perte et ont besoin **d'un savoir-faire**. Les cuisines collectives ne sont pas assez prometteuses, car il y a des coupes dans les programmes de lutte à la pauvreté et dans lesquels les cuisines collectives ne sont pas priorisées. – **Besoin de groupe d'achats**
Alternatives Nourrir la citoyenneté	Le projet Nourrir la citoyenneté d'Alternatives encourage la participation citoyenne dans la création de nouveaux espaces verts, comestibles et communautaires. L'organisme contribue ainsi à former des communautés de jardiniers informés en assistant à l'entretien, au design et à la gestion des jardins collectifs urbains. Il développe également des techniques de culture productive faciles d'utilisation et adaptées aux populations urbaines.	– L'**isolement** des gens avec qui ils tentent de travailler en agriculture urbaine à Montréal. – La **main-d'œuvre :** beaucoup de changements de main-d'œuvre qui demandent diverses spécialisations. Difficulté à former et à garder la main-d'œuvre. Ils se retrouvent seuls à coordonner des projets avec des centaines de personnes. – **Manque de soutien institutionnel**	– **S'intégrer à un réseau** et besoin de reconnaissance et de communication pour mettre en valeur leurs initiatives
La Table de	La Table est un mécanisme de		– **Échanger sur les**

concertation en sécurité alimentaire des Laurentides	concertation régionale en sécurité alimentaire qui vise à harmoniser et améliorer les pratiques. Ce mécanisme est soutenu par une coordination régionale en lien avec les concertations locales.		**modèles de transformation locale** par la clientèle en situation difficile.
La carotte joyeuse	La carotte joyeuse est un projet de transformation alimentaire visant la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale sur le territoire de la MRC Nicolet-Yamaska par la mise en place de plateaux de travail en transformation alimentaire (insertion sociale et à l'emploi) et par la distribution des denrées transformées aux organismes en sécurité alimentaire (lutte à la pauvreté).		– Développer **une communauté de pratique sur le thème du transfert :** comment pérenniser les initiatives en sécurité alimentaire.
Réseau régional en alimentation communautaire du Saguenay (RRAC)	Le réseau est composé de quatre épiceries communautaires et de groupes d'achats de la région qui se rencontrent pour acheter collectivement des aliments de qualité, à bon prix, directement des fournisseurs, dans un esprit d'entraide et de solidarité. Il travaille également à créer des liens plus étroits avec des producteurs, transformateurs, fournisseurs locaux avec le soutien du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Table Agroalimentaire du Saguenay-Lac-Saint-Jean.	– Le projet est en croissance, mais fragile. – Maintenir l'engagement citoyen	– La **transformation** alimentaire – Ils cherchent un mode de fonctionnement pour trouver de **l'espace de stockage** (ex. : dans une épicerie).
Moisson Montréal	Moisson Montréal est un organisme à but non lucratif qui récupère gratuitement des dons de nourriture et des produits essentiels tout au long de l'année et les distribue à des organismes communautaires de l'île de Montréal. Il y a plus de 150 magasins, dont 120 au Québec actuellement.		– **La transformation alimentaire**, car il y a plus de produits disponibles que le réseau est capable d'écouler. Ils récupèrent deux tonnes de viandes par mois = 15 millions de kilos récupérés.
Coop de producteurs agricoles CAPÉ	La coopérative vise à regrouper tous les agriculteurs et agricultrices qui pratiquent l'agriculture de proximité écologique, ainsi que les organismes et intervenants œuvrant dans le domaine, en vue de leur permettre d'encadrer des activités économiques et de formation, mais aussi parler d'une voix unie sur la question du développement de l'agriculture de proximité biologique et écologique.	– **Financer les infrastructures de transformation alimentaire**	– **Transformation** par les producteurs agricoles ou destinés aux marchés biologiques pour être en mesure de couvrir l'année. – Besoin d'entrepôts avec des congélateurs – Ils aimeraient qu'une partie de l'approvisionnement institutionnel soit fait à

			partir **d'alimentation bi**ologique. Pour ce faire, il faudrait que le gouvernement amène une réglementation en faveur du biologique.
Table de concertation en sécurité alimentaire Mauricie		– L'enjeu principal est le **financement de la transformation alimentaire**, car Moisson Mauricie va implanter le programme de récupération dans les supermarchés et ils vont se retrouver avec des surplus. Ils se demandent comment ils devront s'y prendre pour financer la transformation.	
Le Marché Saint-Pierre		– **Emploi et solidarité sociale** – **Transformation, cuisines collectives.** Ils ont développé un volet *transformation et mobilisation*, mais éprouvent des difficultés au niveau de la transformation. – **Défis financiers**	– « Comment travailler sur les défis ensemble? Ex. : Une des possibilités serait de démarrer une fruiterie communautaire où on achète et on revend moins cher les aliments. Il faudrait en arriver à un **projet d'économie sociale ».**
CROQUARIUM	(Anciennement Jeunes pousses) : l'organisme fait de la prévention avec les milieux de l'enfance (CPE, camps de jour, etc.). Ils ont un programme d'agriculture en prévention qui agit sur les compétences des jeunes pour qu'ils deviennent des moteurs de changement. Plus de 40 000 jeunes ont été formés, ça devient des projets collectifs où les enfants sont intégrés. Ils donnent aussi des formations pour des intervenants communautaires et s'assurent du transfert d'expertise avec les intervenants. Ils proposent des formations pour travailler avec les jeunes et comment les impliquer dans ce processus. Qualité de ses ressources pédagogiques qui outillent bien les intervenants qui veulent. Ils offrent aussi des cours d'initiation à la cuisine et transformation alimentaire. Les enfants jardinent, goûtent aux aliments et ensuite,		

	ils transforment (cuisinent).		
Jardins Mistouk	Des citoyens d'Alma veulent installer un jardin collectif sur une terre de 50 hectares. Le projet comporte trois volets : un jardin maraîcher commercial, un jardin communautaire et un verger.	– Le projet est sans budget et sans permanence, l'enjeu est de le financer à 100 % par le jardin commercial.	– Ne jamais avoir à compter sur de l'argent récurrent. D'abord un projet citoyen.
Club des Petits déjeuners	Le Club des petits déjeuners s'engage depuis 20 ans à nourrir le potentiel des enfants en veillant à ce que le plus grand nombre possible ait accès à un petit déjeuner nutritif et un environnement favorisant leur estime de soi avant le début des classes.	– Intégrer les produits locaux dans le réseau institutionnel	– Optimiser l'offre alimentaire dans les institutions
Santé publique		– Favoriser **l'approvisionnement dans les milieux institutionnels** (écoles). Il y a beaucoup de contraintes au niveau de la transformation dans les milieux institutionnels.	– Soutenir les initiatives d'approvisionnement dans les milieux institutionnels

5. LES SYNTHÈSES DE L'AVANT-MIDI

Une synthèse des activités de l'avant-midi a été réalisée par Juan-Luis Klein, directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), François Vermette, directeur du développement au Chantier de l'économie sociale et Diana Bronson, directrice du Réseau pour une alimentation durable (RAD). Voici un résumé de leur présentation.

5.1 Juan-Luis Klein du CRISES

« L'innovation sociale est un produit ou un service nouveau ou repris du passé, intégré dans les collectivités, pour répondre à des besoins non satisfaits par le cadre institutionnel en place. Nous, ce qui nous intéresse, c'est de voir comment les expérimentations se diffusent. Deux dimensions se dégagent de l'innovation sociale : 1) produits ou services nouveaux et 2) la dimension organisationnelle qui se définit comme des acteurs qui se mettent ensemble et se donnent ensemble de nouvelles façons d'agir.

Exemple concret sur la sécurité alimentaire – cas du quartier de la Petite-Bourgogne à Montréal. Ce secteur industriel est déstructuré avec des problèmes d'exclusion et d'insécurité, bref c'était un quartier *poqué*. Dans ce quartier, il y a une initiative basée sur une table de concertation, un Café citoyen. L'idée de base du café est de résoudre un problème alimentaire. Il est financé par un contrat de la Ville de Montréal avec les fonds de lutte à la pauvreté. Cette démarche s'inscrit dans un contexte plus large où avant, il y avait un marché public de quartier ouvert deux fois par semaine. Les surplus non vendus devaient se rendre au marché central pour se faire revendre. Ça ne correspondait pas à ce que le monde voulait. Pour valoriser ce qui n'était pas vendu, les citoyens ont donc fait un café pour écouler localement les restes non achetés. Cela a créé une chaîne de valorisation. Alors tant qu'à y être, cette initiative a commencé à former des gens par l'insertion sociale. Ainsi, ils ont intégré : café- marché- insertion- immigrant – dans un quartier déstructuré. C'est un exemple concret de projet intégré et multifonctionnel en sécurité alimentaire.

Cependant, la personne au centre du projet s'est fatiguée, alors comment éviter le démantèlement? **Enjeu 1** : Le financement. **Enjeu 2.** La mobilisation et la concertation (probablement le leadership) essentielles, car si ce n'est pas le bon leadership, on arrête d'en parler. Dans n'importe quel projet, les gens se fatiguent, meurent ou sont malades. Il faut assurer la **pérennité** (absolument important) plus importante que le lancement, que le financement, ce qui m'amène à la question de **l'autonomie** – ça ne veut pas dire compter uniquement sur nos seules forces. Le leadership doit nécessairement être assumé par les organisations qui amènent à mobiliser les ressources et à lui donner un **sens**.

Le nécessaire développement, la fameuse **capabilité.** On ne peut pas construire les capacités collectives avec uniquement une expérience, il faut faire l'intégration du projet à l'échelle territoriale en intégrant les acteurs et surtout **les citoyens**. Il faut qu'ils soient présents, autrement on a tendance à développer pour rien.

Il est essentiel de **combiner** localement les actions, mais pas uniquement sur une base sectorielle. Il est important de bâtir un répertoire d'actions collectives dans un territoire, car plus c'est diversifié, plus on a de chances que ça réussisse au niveau local, national et international. »

5.2 François Vermette du Chantier de l'économie sociale

« Il était temps qu'on se parle! Le moment est opportun. Il y a plusieurs initiatives complémentaires, c'est un moyen pour aller de l'avant. Par exemple, il existe, dans toutes les régions, de nombreuses cuisines commerciales sous-utilisées. Il pourrait y avoir une entente avec la popote roulante pour les utiliser. Les regroupements d'achats sont essentiels également. Par exemple, en 2011, le Chantier a mis sur pied Commerce solidaire, qui soutient la consolidation des entreprises d'économie sociale et l'accroissement de leur rentabilité sociale et économique, par des services de regroupement d'achat et de commercialisation. C'est trois millions et demi d'achats et de ventes dont le plus gros est en alimentation. Commerce solidaire commence à avoir un pouvoir d'achat ce qui lui permet de négocier de meilleurs prix. Commerce solidaire a multiplié ses points de chute, même avec des très petits volumes. Après quatre ans, il va atteindre le seuil de rentabilité après 600 000 $ d'investissements. Commerce solidaire dessert des entreprises d'économie sociale dans la grande région de Montréal, mais a des membres jusqu'à Rimouski et en Mauricie.

Chaque mois, Commerce solidaire négocie ses prix et se compare à des cuisines collectives, des refuges, etc., ce qui permet en moyenne 7 à 8 % d'économie. Les possibilités de développement sont nombreuses. On pourrait par exemple développer une entente avec une cuisine institutionnelle, pour louer les équipements afin de préparer des plats congelés à partir des aliments récupérés par les Moissons. Ces aliments pourraient être revendus dans les épiceries traditionnelles (Métro, IGA, etc.) en portant un sceau économie sociale. Ce serait un super outil! »

5.3 Diana Bronson du réseau pour une alimentation durable

« Le Réseau pour une alimentation durable porte la dimension politique et c'est là-dessus que nous proposons de développer une action. Notre mandat est d'éradiquer la faim, nous revendiquons le droit à l'alimentation, alors que 12 % des gens vivent de l'insécurité alimentaire. C'est ce qu'on retrouve dans notre politique alimentaire intitulée « Du pain sur la planche ». Toutes les activités discutées se passent dans la sphère politique. Nous avons une production agricole basée sur le modèle industriel qui ne produit pas nécessairement la santé. La première cause des maladies chroniques est la mauvaise alimentation (diabète, cardiovasculaire) et on ne fait pas grand-chose pour modifier ce fait, alors que 54 % des budgets passent dans le système de santé pour gérer les impacts de la mauvaise alimentation. On dépense de l'argent public et il n'y a pas de place pour les productions biologiques. On ferme des cuisines dans les hôpitaux et on sert de la nourriture qui ne contribuera pas à guérir les gens. On est dans un moment charnière où on a la possibilité de changer, entre autres au niveau canadien. Si un objectif de la Politique alimentaire canadienne était d'éliminer la faim au Canada et d'encourager les institutions à servir des produits locaux, sains, pourquoi ça n'est pas encore fait?

Pour faire écho, j'espère que ce n'est pas la dernière fois qu'on se parle. Dans toutes les provinces, il y a un réseau qui fait des pressions politiques sur les décideurs, dans nos communautés, sur le terrain. Mais il n'y en a pas au Québec. C'est difficile, mais en se mettant ensemble, on peut y arriver, comme l'a démontré la Campagne « Je mange donc je vote » lors d'une précédente campagne électorale fédérale. La revendication principale de cette campagne était que chaque parti politique s'engage à mettre de l'avant une Politique alimentaire pour tous les Canadiens. 164 candidats ont été sensibilisés à cette campagne, 40 ont été élus et 5 sont maintenant ministres. Au final, on l'a eu notre politique alimentaire. »

6. COMPTE RENDU DE L'ATELIER SUR LES PERSPECTIVES DE COLLABORATIONS FUTURES

L'objectif de l'atelier était de proposer collectivement des suites potentielles à donner à ce séminaire en réponse aux enjeux et aux défis identifiés lors de la journée. Pour faciliter les échanges, une liste préliminaire d'activités, qui pourraient être réalisées après le séminaire, a été fournie à chaque groupe de discussion. Cette liste a été construite à partir des réponses provenant du sondage.

Liste préliminaire d'activités à réaliser pour donner suite au séminaire

- Activités de réseautage
- Développement d'outils financiers
- Veille et activités de transfert de connaissances
- Organisation d'événements

Les participants ont été invités à compléter, enrichir ou modifier les activités contenues dans la liste et à prioriser les trois activités les plus importantes selon eux. Une fois la priorisation terminée, les équipes devaient identifier pour chaque activité :

1. **Qui** pourrait donner suite à l'activité (une organisation, une personne, un groupe de personnes);
2. De quelle façon ou **comment** serait-il possible de donner suite à cette activité? (les premières étapes de réalisation de l'activité);
3. selon quel **échéancier** devrait être réalisée cette activité (ex. : à court, moyen, ou long terme)?

La liste ci-dessous présente les éléments synthèses discutés lors de l'atelier. Puis, un compte rendu plus détaillé des propos échangés est disponible au tableau 5.

Les éléments synthèses discutés lors de l'atelier :

- Faire une veille sur les modèles économiques et les opportunités.
- Faire une mise en commun des veilles existantes.
- Organiser un grand événement pour fédérer les initiatives et les différents réseaux. S'assurer que dans ce prochain événement tous les réseaux soient présents.
- Travailler le financement en parallèle avec tout le reste. Développer des modèles économiques plus larges que seulement des outils. Privilégier une approche systémique plutôt que par projet.
- Création d'un comité et d'un réseau web (style page Facebook ou autre) afin de créer un lieu d'échange (au moins virtuel) rapidement.
- Développer un message politique cohérent, unique et partagé afin de structurer les revendications.
- Développer le leadership.

- Créer une filière en sécurité alimentaire.
- Documenter / évaluer des événements de réseautage.
- Développer des modèles et des outils financiers.
- Trouver des moyens de financer l'organisation d'événements futurs.
- Approfondir le concept de système alimentaire.
- Situer l'économie sociale dans le concept de système alimentaire.
- Repenser la pédagogie de la visite en insistant davantage sur la visite d'initiatives terrain pour rencontrer des représentants et des travailleurs terrain.
- Faire travailler ensemble des gens d'horizons différents afin de brasser les visions et les transformer.

.

Tableau 5 : Compte rendu des discussions lors de l'atelier sur les perspectives et collaborations futures.

Activité proposée	*Enrichissement et modifications apportées à l'activité proposée*	*Qui pourrait donner suite à l'activité?*	*Comment donner suite à l'activité?*	*Dans quelle perspective de temps?*
1. Activités de réseautage	– Réseautage dans un événement à caractère politique – Faire du lobbying dans des événements politiques – Faire des alliances avec d'autres organismes (d'autres pays?) – Créer une plateforme d'expression – Mettre en place une communauté de pratique – Organiser des visites d'échange entre acteurs de la sécurité alimentaire – Faire un rassemblement d'organismes par domaine et par région géographique – Besoin de valoriser la filière : avoir une visibilité claire, un atome commun	– TIESS, CISA, CAPÉ – Chaire de recherche en droit de la santé	– Mettre en place un comité pour assurer la coordination du réseautage pour avoir du succès (vers des réseaux existants); commencer avec les premières organisations membres: CISA, RAD, TIESS, Chantiers, SAM. L'animation pourrait être faite par le TIESS. – Pour construire la réflexion, il faut d'abord bien connaître les besoins qui existent, les facteurs limitants, les succès et leurs impacts. – Déterminer précisément les objectifs des activités de réseautage – Faire les événements par webinaire – Créer un groupe Facebook – Avoir un forum en ligne – Faire circuler une liste de contacts – Avoir plusieurs bailleurs de fonds pour les consultations, avoir une masse critique pour commencer	Court terme : dans quelques mois
2. Organisation d'événements	– Organiser des webinaires de façon récurrente (ex. : semi-annuel) sur des thèmes spécifiques. – Assurer l'appropriation du mouvement, en établissant des liens et un *momentum* – Inviter des politiciens	– CISA – TIESS	– Établir des fondements solides pour du long terme – Cibler les acteurs importants, élargir le réseau avec une diversité d'acteurs – Structurer le réseau et mobiliser les membres	Court terme

Activité proposée	*Enrichissement et modifications apportées à l'activité proposée*	*Qui pourrait donner suite à l'activité?*	*Comment donner suite à l'activité?*	*Dans quelle perspective de temps?*
3. Développement d'outils financiers	– S'inspirer d'autres modèles. Mettre en place des modèles financiers qui peuvent générer des revenus et une autonomie (ex. : accorderie) – Changer de modèles de financement, car en ce moment il y a des contradictions entre certains modes de financement – Échanges de temps pour l'expertise et infrastructure – Prêt en capital patient – Trouver une avenue pour impliquer le privé (ex. : taxes redistribuées pour sécurité alimentaire, Fonds vert) – Besoin d'une instance plus grande pour subventionner (ex. : Fondation Chagnon, Québec en Forme) – Prendre en considération que le besoin est différent selon les organismes et les régions (urbaines vs rurales)	– Réseaux des pôles – Fiducie – Action communautaire – Élus – Producteurs – Politiciens – Citoyens	– Favoriser, créer, améliorer les outils déjà en place – Coordonner les différents outils du Chantier pour développer des chaînes de valeurs – Réfléchir à des outils financiers appropriés – *Crowd funding* en ligne ou événementiel – Développer une grille de standard – Élaborer un portrait des besoins, des aspirations, des opportunités selon les différentes échelles	Long terme, mais besoin urgent pour la suite
4. Veille et activités de transfert de connaissances	– Développer une approche globale, structurée. Parler d'une voix. – Évaluer et documenter sur des thématiques pointues – Échanges sur place dans les organismes – Avoir des partenaires plus concrets, qui permettent de visualiser le réseau – Utiliser le webinaire: actions comparables, portraits, conditions de réussite – Start-up (Grassroot) – Avoir une meilleure connaissance de qui est dans le domaine et partager nos défis – Cartographier les acteurs – Uniformisation de la lecture de l'état des situations des territoires en termes de souveraineté alimentaire – Faire des liaisons avec le milieu universitaire	– Déjà assuré par le TIESS. Ne pas doubler l'information. – TIESS et acteurs partenaires – La Corbeille	– Webinaire sur plusieurs thèmes différents – Déterminer les objectifs précis par activité de transfert – Développer une clientèle pour le webinaire – Outils financiers (Québec en Forme, RAD)	En continu; webinaire bimensuel, veille à long terme

Activité proposée	*Enrichissement et modifications apportées à l'activité proposée*	*Qui pourrait donner suite à l'activité?*	*Comment donner suite à l'activité?*	*Dans quelle perspective de temps?*
5. Autres activités proposées	**1. Se doter d'un représentant pour aider avec la réglementation** **2. Développer des outils de participation citoyenne** 3. **Approfondir le concept de système alimentaire** en faisant un portrait des initiatives alimentaires **4. Développer une approche systémique** – Repenser les réseaux de distribution et transformation – Définir le rôle des acteurs – Identifier qui trouve son compte. – Inclure toutes les étapes, même celle de post production – Objectif : Transformer les matières agricoles/recyclées en de nouveaux produits (réduire à la source) **5. Développer une dimension politique** – Développer la dimension politique pour avoir davantage de structure dans nos revendications – Identifier un porteur collectif des besoins – Créer une filière **6. Fédérer les initiatives** – Fédérer les initiatives pour avoir un poids politique et économique – Présenter les petites initiatives pour démontrer le potentiel de développement – Inclure les activités de production dans la fédération – Avoir une section scientifique pour légitimer la gouvernance			

7. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DU SÉMINAIRE

Pour faire suite au séminaire sur la sécurité alimentaire et connaître l'appréciation des gens qui ont pris part à l'événement, le comité organisateur a envoyé un questionnaire d'évaluation à tous les participants. Le questionnaire a été répondu par 17 personnes sur un total de 31. L'intégralité des réponses est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Résultats du questionnaire d'évaluation

Questions d'évaluation	Réponses des participants
1. Appréciation globale de la journée	– 35 % sont très satisfaits – 59 % sont satisfaits – 6 % sont peu satisfaits
2. Appréciation de l'animation de la journée	– 29 % sont très satisfaits – 59 % sont satisfaits – 6 % sont peu satisfaits – 6 % ne sont pas satisfaits
3. Appréciation des différents bilans effectués par les organisateurs durant la journée	– 35 % sont très satisfaits – 47 % sont satisfaits – 18 % sont peu satisfaits
4. Appréciation des deux présentations d'initiatives en sécurité alimentaire	– 35 % sont très satisfaits – 59 % sont satisfaits – 6 % sont peu satisfaits
5. Les éléments les plus appréciés du séminaire	– La présentation de réflexions structurantes (Juan Luis Klein du CRISES et Diana Bronson du RAD) – L'après-midi qui était plus en mode solutions – La grande diversité des intervenants présents et des expériences partagées – Entendre et échanger avec des gens impliqués dans divers projets en lien avec la sécurité alimentaire – Connaître des initiatives inspirantes – Le partage de l'information et la diversité des personnes présentes – Les contacts – La mise en relation avec les acteurs – La présence de promoteurs de projets de toutes les régions et celle d'intervenants de 2e ligne. Cela donnait une belle dynamique. La présentation de Juan-Luis Klein. – Les échanges entre les intervenants et les participants – L'échange en grand groupe le matin – Les échanges et discussions autour des bons coups et des recherches de partenaires – La richesse et la diversité des expertises – La diversité des acteurs présents et le fait qu'ils se soient

	déplacés. Le consensus autour de la sensibilisation des élus et du besoin d'une politique alimentaire concertée. – En apprendre plus sur des projets inspirants qui sont réalisés dans une réalité semblable à la nôtre. – La diversité des participants
6. Les éléments les moins appréciés du séminaire	– Les échanges étaient trop axés sur les moyens et non pas assez sur les actions structurantes – J'aurais aimé avoir plus de présentations de cas, peut-être moins de discussion générale – Les méthodes d'animation du matin, les questions ouvertes étaient beaucoup trop larges – Le mode "exploratoire" de la journée. Comme l'impression que nous n'arrivions pas à creuser le sujet, car plusieurs thématiques étaient abordées simultanément et peu en profondeur. On sentait qu'on explorait le sujet, mais un enlignement de l'animation aurait pu aider à aller plus loin. – Le corporatisme et les visions étroites – Il aurait été intéressant qu'on revienne plus formellement sur les suites à donner à l'événement – Très orienté vers les initiatives terrains et le développement social, donc plus difficile de dégager une perspective "macro", j'aurais aussi tendance à revisiter nos intentions de départ : ce n'est pas une consultation pour les fondations privées, mais bien une tentative des organisateurs de se positionner par l'entremise d'un espace institutionnel légitime – L'angle trop éclaté par lequel le sujet a été abordé, il aurait été pertinent de mieux le définir
7. Les thèmes à aborder dans un prochain séminaire	– Les actions structurantes pour réduire les inégalités sociales par le biais de la sécurité alimentaire – La pérennité et le financement – Comment développer son argumentaire en faveur des initiatives en sécurité alimentaire ou en économie sociale et comment influencer l'obtention de financement. – – Faire connaître davantage les initiatives. La dimension recherche est aussi intéressante (une présentation de la chaire en sécurité alimentaire serait une activité intéressante). – – Financement des organismes en sécurité alimentaire dans une perspective d'économie sociale; y a-t-il des exemples/solutions gagnantes?

	– Comment l'économie sociale peut développer des projets favorisant la sécurité alimentaire sans être tributaire des grands marchés et des dons? – Se donner une vision systémique – Le financement du réseautage et la représentation politique des petits organismes – Modèles de financement (en fonction des résultats lors des tables rondes) – Les montages financiers des projets – Mettre davantage les liens entre le domaine agricole (fiducies foncières, banque de terres, etc.) et les enjeux de développement social. Réserver un espace pour réfléchir aux politiques alimentaires concertées, réfléchir aux outils dont nous aurions besoin à l'avenir (ex. : fond financier pour fiducies foncières). – Comment développer un volet marchand qui permettrait de rentabiliser l'initiative en considérant notre réalité différente (ex. : insertion sociale et à l'emploi) qui nous donne l'impression d'être moins performants/compétitifs. – Faire un bilan des recherches et des évaluations d'initiatives en sécurité/souveraineté alimentaire
Les commentaires supplémentaires	– Connaître les plateformes de représentation provinciale et nationale (ex. : RAD) pour faire des représentations significatives – Plus d'ateliers participatifs en groupe – Beau travail ! Il faut continuer l'exploration des voies menant vers l'Économie sociale. – Intérêt certain pour le sujet. Poursuivre les échanges de façon plus ciblée. – Peu importe le thème, j'aimerais beaucoup pouvoir discuter plus en détail des questions abordées. – La formule séminaire portant sur un secteur en économie sociale avec des participants de diverses régions est excellente. On ressentait le besoin qu'ont les gens d'un même secteur, mais de différentes régions de partager entre eux. Il manque juste un peu à peaufiner la formule pour déboucher sur des suites concrètes. – Événement très enrichissant....Bravo ! – Mettre en place un réseau du type RAD comme "leg" à Québec en Forme, en commençant par un simple groupe courriel le plus tôt possible. Merci ! – Il serait bien d'avoir un espace d'échange virtuel pour conserver un contact avec les gens qui sont impliqués en sécurité alimentaire (ex. : un groupe Facebook).

8. CONSTATS ET FAITS SAILLANTS DU SÉMINAIRE

Le séminaire en sécurité alimentaire vécu lors du 25 février 2016 avait comme objectifs de dresser un état des lieux des initiatives existantes au Québec et permettre aux différents réseaux de se rencontrer et d'échanger sur leurs besoins et leurs perspectives. La section qui suit présente une synthèse des observations et des conclusions relevées du point de vue des organisateurs.

Un des éléments forts des discussions entreprises lors de la journée est **le besoin de développer un atome commun** et de créer une **filière** en sécurité alimentaire. Le déploiement de cette cohérence doit passer par l'élaboration d'une mission et d'une vision communes et par l'établissement d'actions spécifiques. Pour ce faire, il semble nécessaire de faire travailler ensemble des gens d'horizons différents afin de bâtir de nouvelles visions et d'arriver à les transformer. Cette cohésion permettrait, à la fois, de développer un message fort et partagé pour renforcir les démarches de revendication entreprises auprès des instances gouvernementales et faciliterait l'acquisition d'appuis financiers.

Le **financement** est un autre élément important des discussions. Il semble que cet enjeu doit être travaillé en parallèle avec l'ensemble des enjeux. Il est temps de développer une approche systémique plutôt que par projet. Il faut repenser de nouveaux modèles économiques et arrêter de focaliser seulement sur des outils. Pour y arriver, les participants suggèrent de faire une veille commune sur les modèles et les opportunités économiques potentiels et existants.

De nombreuses organisations ont aussi soulevé le besoin d'échanger sur les modèles de **transformation alimentaire locale** et sur comment les mettre en place pour écouler et distribuer davantage d'aliments. La transformation alimentaire soutient plusieurs fonctions, dont celle de mettre en place des plateaux de travail pour accompagner des personnes aux prises avec des difficultés relatives à l'employabilité ou psychosociales dans la réalisation de leur plein potentiel. C'est aussi un outil de lutte à la pauvreté par la distribution des denrées transformées aux organismes en sécurité alimentaire. Les deux principaux enjeux de la transformation alimentaire soulevés lors du séminaire sont le financement des infrastructures de transformation et la gestion des espaces de stockage réfrigérés.

Le réseautage est un élément que les participants ont à cœur. Plusieurs actions ont été proposées pour favoriser les occasions de rencontre et d'échanges comme celle (1) d'organiser un grand événement pour fédérer les initiatives et les différents réseaux et de s'assurer dans ce prochain événement que tous les réseaux soient présents; (2) créer un comité responsable du réseautage et (3) mettre en place, rapidement, une plateforme commune d'échange (ex. : Facebook). Il est également proposé que l'ensemble des événements de réseautage puisse être documenté et évalué afin de garder une mémoire et un suivi des activités entreprises. Aussi, l'utilisation du **webinaire** comme outil interactif de réseautage et de transfert de connaissances est une proposition qui est ressortie souvent lors de l'atelier de réflexion. Cet outil offre une alternative aux rencontres en personne qui sont onéreuses en temps et en argent. Enfin, il semble nécessaire de repenser la pédagogie des visites afin de donner plus d'occasions de rencontre entre des représentants et des travailleurs terrain.

ANNEXE A : Liste des participants inscrits au séminaire

NOM	PRÉNOM	ORGANISATION
Arsenault-Hetu	Camille	UQAM
Béland Morin	Anick	Marché de proximité de Québec
Blouin	Andrée-Anne	Table de concertation en sécurité alimentaire
Boily	Diane	Croquarium
Bouchard	Alain	FCAQ
Brassard	Marie-Joëlle	CISA
Bronson	Diana	RAD
Buist	Marie-Eve	Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires
Cadieux	Éric	Fondation Lucie et André Chagnon
Chantrel	Gaël	Les Banques alimentaires du Québec
Courchesne	Liette	Fiducie du Chantier
Croteau	Martine	CIUSSS Mauricie et Centre-du-Québec
Desaulniers	Sébastien	Club des petits déjeuners
Dion	Mariane	Québec en Forme
Doyon	Mélanie	UQAM
Ducruc	Sandrine	CISA
Dufresne	Caroline	TIESS
Dugré	Simon	CISA
Dumesnil	Laura-Kim	Consortium en développement social de la Mauricie
Elie-Léonard	Jessica	UQAM
Enriquez	Dario	UQAM
Ferland	Sylvie	Québec en Forme
Forbes	Édith	TIESS
Forgues	Mathieu	Fondation Lucie et André Chagnon
Fradette	France	Table des ressources en aide alimentaire Centre-du-Québec
Hembert	Francois	RISQ
Herzele	César	Parole d'excluEs
Janvier	Gaelle	Alternatives / nourrir la citoyenneté
Klein	Juan-Luis	CRISES
Lainé	Marie-Pierre	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Laliberté-Rock	Marie-Hélène	CDC Nicolet-Yamaska (La Carotte joyeuse)
Landry-LaRue	Catherine	Pôle d'économie sociale des Laurentides
Laughrea	Sophie	Université Laval
Lavoie	Nathalie	La Recette / Réseau régional en alimentation communautaire (RRAC)
Lefebvre	Nathalie	Comité régional en sécurité alimentaire (Mauricie)
Lussier	Christiane	RQDS
Maltais	Dianne	Caisse d'économie solidaire Desjardins
Marshall	David	Marché Saint-Pierre
Martorell	Hugo	Étudiant Concordia
McSween	Nathalie	Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais
Ménard	Karine	Maison des Familles, épicerie la Maisonnée - RRAC
Morin	Billy	MRC Argenteuil
Nadeau	Joël	TIESS
O'Cain	Lynn	TIESS

Palardy	Jonathan	MRC Argenteuil
Parent	André-Anne	Université de Montréal
Parent	Geneviève	Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires
Pelletier	Mélanie	TIESS
Poirier Defoy	Josée	Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais
Potvin	Jacinthe	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Rodrigue	Jonathan	Moisson Montréal
Rodriguez	Patrice	Parole d'excluEs
Roy	Alain	CDC des Sources
Savoie	Danièle	REGAL+
Sénéchal	Élisabeth	MAPAQ
Tardif	Chantal	Pôle d'économie sociale Centre-du-Québec
Tessier	Annie	Coalition pour la souveraineté alimentaire
Tremblay	Gérald	Les Jardins Mistouk
van Schendel	Vincent	TIESS
Vermette	François	Chantier de l'économie sociale
Robichaud	Marie-Paule	CQCM
Guilmette	Marianne	Centre d'écoinitiatives populaires
Poirier	Caroline	CAPÉ
Manning	Trevor	Urban Seedling
Lacasse	Marie	Coopérative La Mauve